

Notes

Documents de la Chambre des représentants : 53-2510 -2012/2013 :
N° 1 : Projet de loi. N° 2 : Rapport. N° 3 : Texte corrigé par la commission. N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 décembre 2012.

Documents du Sénat : 5-1907 -2012/2013 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 21 décembre 2012.

Voir aussi :

Documents de la Chambre des représentants : 53-2509 -2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte corrigé par la commission.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 décembre 2012.

Documents du Sénat : 5-1906 -2012/2013 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 21 décembre 2012.

Nota's

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 53-2510 -2012/2013 :
Nr. 1 : Wetsontwerp. Nr. 2 : Verslag. Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie. Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 19 en 20 december 2012.

Stukken van de Senaat : 5-1907 -2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 21 december 2012.

Zie ook :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 53-2509 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 19 en 20 december 2012.

Stukken van de Senaat : 5-1906 -2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 21 december 2012.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00077]

16 JANVIER 2013. — Loi portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Dispositions introductives

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, l'on entend par :

1° BEST MANAGEMENT PRACTICES ci-après nommés « BMP » : les pratiques les plus récentes de gestion optimale de la planification et des opérations pour les exploitants et capitaines de navire qui visent la protection passive contre la piraterie dans certaines zones maritimes telles qu'elles ont été établies par les organisations professionnelles internationales représentant le secteur de la navigation maritime et les directives de l'Organisation Maritime Internationale;

2° entreprise de sécurité maritime : l'entreprise de surveillance, de protection et de sécurité maritime visée par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

3° propriétaire ou exploitant inscrit : la personne qui est inscrite en qualité de propriétaire ou si celui-ci n'exploite pas lui-même le navire, la personne qui est inscrite en qualité d'exploitant du navire dans le Registre belge des navires ou dans le Registre belge des affrètements coque nue, visés par la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires;

4° piraterie : la piraterie telle que définie dans la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime.

CHAPITRE 2. — Dispositions en matière de lutte contre la piraterie par les entreprises de sécurité maritime

Art. 3. Le propriétaire ou l'exploitant inscrit d'un navire autorisé à battre pavillon belge, peut dans les zones maritimes définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, faire appel à une entreprise de sécurité maritime pour assurer la sécurité du navire contre la piraterie moyennant le respect des modalités énoncées ci-après :

1° le contrat écrit pour un voyage, un groupe de voyages ou une période déterminée et conclu avec l'entreprise de sécurité maritime visé à l'article 6 est communiqué au ministre de l'Intérieur et au ministre qui a le Transport maritime dans ses attributions selon la procédure déterminée par un arrêté royal. Si le contrat ne respecte pas les dispositions de la présente loi, de la loi du 10 avril 1990 réglementant

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00077]

16 JANUARI 2013. — Wet houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° BEST MANAGEMENT PRACTICES hierna « BMP » genoemd : de recentste beste plannings- en operationele praktijken voor exploitanten en kapiteins van schepen voor de passieve bescherming tegen piraterij in bepaalde zeegebieden vastgesteld door de representatieve internationale beroepsverenigingen uit de sector van de zeevaart en in richtsnoeren van de Internationale Maritieme Organisatie;

2° maritieme veiligheidsonderneming: de onderneming inzake maritieme bewaking, bescherming en veiligheid bedoeld bij de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

3° geregistreerde eigenaar of exploitant : de persoon die als eigenaar of, indien die het schip niet zelf exploiteert, de persoon die als exploitant van het schip is ingeschreven in het Belgisch Register der Zeeschepen of het Belgisch Rompbevrachtingsregister, bedoeld bij de wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen;

4° piraterij : de piraterij zoals omschreven in de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee.

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen inzake de bestrijding van piraterij door maritieme veiligheidsondernemingen

Art. 3. De geregistreerde eigenaar of exploitant van een schip dat gemachtigd is de Belgische vlag te voeren mag in de zeegebieden, bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een beroep doen op een maritieme veiligheidsonderneming om het schip te beveiligen tegen piraterij mits het naleven van de hierna bepaalde nadere regels :

1° de in artikel 6 bedoelde geschreven overeenkomst gesloten voor een reis, een groep reizen of een bepaalde periode met de Maritieme veiligheidsonderneming wordt meedeeld aan de minister van Binnenlandse Zaken en de minister die bevoegd is voor het maritiem Vervoer, volgens de procedure bepaald bij koninklijk besluit. Indien de overeenkomst de bepalingen van deze wet, van de wet van 10 april 1990

la sécurité privée et particulière ou du droit belge, le Roi peut par un arrêté délibéré en Conseil des ministres décider de retirer l'autorisation de l'entreprise de sécurité maritime;

2° l'entreprise de sécurité maritime concernée est autorisée à exercer la mission visant à garantir la sécurité du navire contre la piraterie par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres conformément aux conditions fixées dans la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

3° le capitaine et l'exploitant du navire appliquent les directives de l'Organisation Maritime internationale et les BMP au voyage du navire concerné, tenant compte des circonstances, des caractéristiques du navire et la praticabilité des mesures.

Art. 4. Le propriétaire ou l'exploitant inscrit, notifie au préalable chaque voyage pour lequel il fait appel à une entreprise de sécurité maritime au service désigné par le Roi. Le Roi détermine les informations qui doivent être notifiées ainsi que les modalités pour faire cette notification.

Art. 5. Le capitaine du navire, le propriétaire ou l'exploitant inscrit, notifie sans délai au Centre de Crise du gouvernement, tous les cas où en vue de lutter contre la piraterie le feu a été ouvert à partir du navire ou dans lesquels des personnes soupçonnées de piraterie ont attaqué ou sont montées à bord du navire. Le Roi détermine les informations qui doivent être notifiées ainsi que les modalités pour faire cette notification.

Art. 6. A chaque fois qu'il fait appel à une entreprise de sécurité maritime autorisée, le propriétaire ou l'exploitant inscrit conclut un contrat écrit avec cette entreprise qui, sans préjudice des prescriptions légales, contient au moins les éléments suivants :

1° l'autorisation de l'entreprise de sécurité maritime par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

2° l'interdiction de sous-traitance;

3° l'assurance en responsabilité civile et contractuelle de l'entreprise de sécurité maritime;

4° un exposé des règles et procédures que les agents de sécurité maritime respecteront conformément au droit belge;

5° un exposé des règles BMP qui s'appliquent, sans préjudice de l'application du droit belge, ainsi que des directives de l'Organisation Maritime internationale;

6° la répartition des pouvoirs du capitaine et du personnel de l'entreprise de sécurité maritime à bord du navire;

7° l'obligation pour l'entreprise de sécurité maritime d'informer son personnel dirigeant à bord du navire des réglementations belge et étrangère qui ont trait aux activités;

8° l'obligation pour l'entreprise de sécurité maritime de veiller à ce que les armes qu'elle fait monter à bord du navire pour ses agents de sécurité soient mises à leur disposition d'une manière légale, et l'exposé de la manière dont elle y procédera;

9° les données du personnel engagé à bord de manière à permettre l'évaluation du respect des conditions de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière. En cas d'impossibilité motivée de transmettre les données précitées, le propriétaire ou l'exploitant inscrit peuvent communiquer ces données dans les deux jours du début du voyage au service compétent du Service public fédéral Intérieur.

tot regeling van de private en bijzondere veiligheid of het Belgisch recht niet naleeft, kan de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad beslissen de vergunning van de maritieme veiligheidsonderneming in te trekken;

2° de betrokken maritieme veiligheidsonderneming is ertoe vergund de opdracht uit te oefenen die ertoe strekt om de veiligheid van het schip tegen piraterij te waarborgen bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad overeenkomstig de door de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid bepaalde voorwaarden;

3° de kapitein en de exploitant van het schip passen de richtsnoeren van de Internationale Maritieme Organisatie en de BMP toe voor de betrokken reis van het schip, rekening houdend met de omstandigheden, de kenmerken van het schip en de praktische uitvoerbaarheid van de maatregelen.

Art. 4. De geregistreerde eigenaar of exploitant meldt iedere reis waarbij hij een beroep doet op een vergunde maritieme veiligheidsonderneming voorafgaandelijk aan de door de Koning bepaalde dienst. De Koning bepaalt welke gegevens moeten worden gemeld en de wijze waarop het melden gebeurt.

Art. 5. De kapitein van het schip of de geregistreerde eigenaar of exploitant meldt onverwijld ieder geval waar met het oog op het bestrijden van piraterij vanaf het schip wordt gevraagd of waarbij personen verdacht van piraterij hebben aangevallen of aan boord van het schip zijn gekomen, aan het Crisiscentrum van de regering. De Koning bepaalt welke gegevens moeten worden gemeld en de wijze waarop het melden gebeurt.

Art. 6. De geregistreerde eigenaar of exploitant sluit, telkens hij een beroep doet op een vergunde maritieme veiligheidsonderneming, een schriftelijke overeenkomst met die onderneming die, onverminderd de wettelijke voorschriften, minstens de volgende elementen bevat :

1° de vergunning van de maritieme veiligheidsonderneming bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

2° het verbod op onderaanneming;

3° de verzekering van de burgerlijke en contractuele aansprakelijkheid van de maritieme veiligheidsonderneming;

4° een uiteenzetting nopens de regels en procedures die de maritieme veiligheidsagenten overeenkomstig het Belgisch recht zullen naleven;

5° een uiteenzetting van de BMP regels die van toepassing zijn, onverminderd de toepassing van het Belgisch recht, evenals de richtsnoeren van de Internationale Maritieme Organisatie;

6° de verdeling van de bevoegdheden van de kapitein en het personeel van de maritieme veiligheidsonderneming aan boord van het schip;

7° de verplichting voor de maritieme veiligheidsonderneming om haar leidinggevend personeel op het schip in kennis te stellen van de buitenlandse en Belgische regelgevingen die op de activiteit betrekking hebben;

8° de verplichting voor de maritieme veiligheidsonderneming om ervoor te zorgen dat de wapens die zij aan boord van het schip brengt ten behoeve van haar veiligheidsagenten hen op een wettige manier ter beschikking zijn gesteld, en de uiteenzetting van de wijze waarop zij daartoe tewerk zal gaan;

9° de gegevens van het aan boord ingezette personeel zodat de evaluatie mogelijk is van de naleving van de voorwaarden van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid. In geval van met redenen omklede onmogelijkheid om voornoemde gegevens over te zenden, kunnen de geregistreerde eigenaar of exploitant deze gegevens meedelen binnen twee dagen na het begin van de reis aan de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Art. 7. La compétence du dirigeant opérationnel des agents de sécurité maritime à bord du navire ne porte pas préjudice à la compétence du capitaine conformément à l'article 5, alinéas 1^{er} 3, de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime. Le capitaine exerce cette compétence dans le cadre de lutte contre la piraterie après avoir reçu l'avis du dirigeant opérationnel des agents à bord du navire et conformément aux méthodes et procédures fixées en vertu de l'article 13.24 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

Art. 8. Les agents de l'entreprise de sécurité maritime à bord du navire ne font pas partie de l'équipage.

Art. 9. Les agents chargés du contrôle de la navigation de la Direction générale Transport maritime du SPF Mobilité et Transports habilités à cet effet, peuvent, pour l'application de la présente loi, accorder des dérogations au nombre maximum de personnes admises à bord du navire, déterminé dans le certificat de navigabilité du navire.

CHAPITRE 3. — Dispositions modificatives

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière

Art. 10. Dans l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, remplacé par la loi du 7 mai 2004, la deuxième phrase est complétée par les mots « et à l'article 13.18 ».

Art. 11. Dans la même loi, il est inséré un chapitre III^{ter} intitulé « Dispositions particulières relatives aux entreprises de sécurité maritime ».

Art. 12. Dans le chapitre III^{ter}, inséré par l'article 11, il est inséré un article 13.18, rédigé comme suit :

« Article 13.18. Seules les entreprises de sécurité maritime autorisées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre de l'Intérieur, sont habilitées à exercer des activités de surveillance, de protection et de sécurité à bord de navires, pour lutter contre la piraterie au bénéfice du propriétaire ou de l'exploitant inscrit.

La proposition du ministre de l'Intérieur est faite après avis de la Sureté de l'Etat et du Procureur du Roi du lieu d'établissement de l'entreprise et, à défaut, du ministre de la Justice.

Le propriétaire ou l'exploitant inscrit ne peut faire appel à une entreprise de sécurité maritime non autorisée.

Les entreprises de sécurité maritime et les membres de leur personnel sont exclusivement soumis aux dispositions du présent chapitre et aux dispositions visées aux articles suivants ainsi qu'à leurs arrêtés d'exécution :

- à l'article 3 ;
- à l'article 4bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3 et § 2 ;
- à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, 7°, 8° et 12° et alinéas 2 et 3 ;
- à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, 7°, 8° et 11° et alinéas 2, 3, 7 et 8 ;
- à l'article 7 ;
- à l'article 8, §§ 2, 3, 8 et 9 ;
- à l'article 9 ;
- à l'article 10 ;

Art. 7. De bevoegdheid van de operationele leidinggevende van de maritieme veiligheidsagenten aan boord van het schip, doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de kapitein overeenkomstig artikel 5, eerste tot derde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij. De kapitein oefent die bevoegdheid ingeval van het afweren van piraterij uit na advies van de operationele leidinggevende van de agenten aan boord van het schip en overeenkomstig de methodes en procedures vastgesteld overeenkomstig artikel 13.24 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Art. 8. De agenten van de maritieme veiligheidsondernemingen aan boord van het schip maken geen deel uit van de bemanning.

Art. 9. De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren van het Directoraat-generaal Maritiem Vervoer van de FOD Mobiliteit en Vervoer die daartoe gemachtigd zijn kunnen, voor de toepassing van deze wet, afwijkingen toestaan van het maximum aantal toegelaten personen aan boord van het schip, bepaald in het certificaat van deugdelijkheid van het schip.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Art. 10. In artikel 2, § 2, eerste lid, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, vervangen bij de wet van 7 mei 2004 worden in de tweede zin de woorden « en in artikel 13.18 » ingevoegd tussen de woorden « artikel 1, § 6, » en de woorden « bedoelde activiteiten ».

Art. 11. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk III^{ter} ingevoegd, luidende « Bijzondere bepalingen betreffende de maritieme veiligheidsondernemingen ».

Art. 12. In hoofdstuk III^{ter}, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 13.18 ingevoegd, luidende :

« Artikel 13.18. Alleen de bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken vergunde maritieme veiligheidsondernemingen zijn gemachtigd om activiteiten uit te oefenen van toezicht, bescherming en veiligheid aan boord van schepen, om tegen piraterij te strijden ten voordele van de geregistreerde eigenaar of exploitant.

De voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken gebeurt na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de vestigingsplaats van de onderneming en, bij ontstentenis ervan, van de minister van Justitie.

De geregistreerde eigenaar of exploitant kan geen beroep doen op een niet vergunde maritieme veiligheidsonderneming.

De maritieme veiligheidsondernemingen en hun personeelsleden zijn uitsluitend onderworpen aan de bepalingen van dit hoofdstuk en aan de bepalingen bedoeld in de volgende artikelen en hun uitvoeringsbesluiten :

- artikel 3 ;
- artikel 4bis, § 1, tweede en derde lid, en § 2 ;
- artikel 5, eerste lid, 1° tot 4°, 7°, 8° en 12°, en tweede en derde lid ;
- artikel 6, eerste lid, 1° tot 4°, 7°, 8° en 11°, en tweede, derde, zevende en achtste lid ;
- artikel 7 ;
- artikel 8, §§ 2, 3, 8 en 9 ;
- artikel 9 ;
- artikel 10 ;

- à l'article 11, §§ 1^{er} et 2;
- à l'article 15, §§ 1^{er} et 2;
- à l'article 16;
- à l'article 17bis;
- à l'article 20.

Art. 13. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.19, rédigé comme suit :

« Art.13.19. La demande d'autorisation visée à l'article 13.18 est introduite par l'entreprise de sécurité maritime selon des modalités fixées par le Roi. »

Art. 14. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.20, rédigé comme suit :

« Art. 13.20. § 1^{er}. Pour être autorisée à exercer les missions visées à l'article 13.18, l'entreprise de sécurité maritime doit remplir les conditions suivantes :

1° l'entreprise de sécurité maritime ne peut accepter ou exécuter aucune mission de sécurité maritime en sous-traitance, excepté dans les cas déterminés par le ministre de l'Intérieur;

2° l'entreprise de sécurité maritime doit être une personne morale constituée selon les dispositions d'un Etat membre de l'Union européenne et avoir son siège d'exploitation dans un Etat membre de l'Union européenne;

3° l'entreprise de sécurité maritime doit :

a) soit avoir exercé légalement pendant au moins deux ans des activités de surveillance, de protection et de sécurisation de navires en vue de lutter contre la piraterie de manière armée, sans que des infractions graves à la législation ou à la réglementation aient été constatées dans l'exercice de ces activités;

b) soit être autorisée à exercer des activités de gardiennage de manière armée depuis plus de trois ans conformément aux dispositions de la présente loi, sans que des infractions à la législation ou à la réglementation aient été constatées dans l'exercice de ces activités et, en outre, avoir conclu pour l'exercice des activités de surveillance, de protection et de sécurisation de navires en vue de lutter contre la piraterie un protocole de collaboration opérationnelle avec une entreprise de sécurité maritime répondant aux conditions prévues au a);

4° l'entreprise de sécurité maritime doit démontrer que les armes dont ses agents seront équipés sur place, dans l'exercice des activités de surveillance et de protection à bord de navires pour lutter contre la piraterie, sont conservées et montées à bord dans les ports concernés, conformément à la législation en vigueur et qu'elle respecte les prescrits de l'arrêté visé à l'article 13.22, alinéa 3;

5° l'entreprise de sécurité maritime doit démontrer que les membres du personnel qui seront engagés pour l'exercice de cette activité :

a) ont exercé pendant au moins deux ans légalement des activités de manière armée de surveillance et de protection à bord de navires et sont toujours autorisés à le faire selon la législation qui leur est applicable;

b) répondent aux exigences de la Section A-VI/1, § 1^{er}, (Formation de familiarisation en matière de sécurité) du Code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Code STCW);

- artikel 11, §§ 1 en 2;
- artikel 15, §§ 1 en 2;
- artikel 16;
- artikel 17bis;
- artikel 20.

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.19 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.19. Het verzoek tot de bij artikel 13.18 bedoelde vergunning wordt door de maritieme veiligheidsonderneming ingediend volgens de door de Koning bepaalde nadere regels. »

Art. 14. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.20 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.20. § 1. Om vergund te worden om de bij artikel 13.18 bedoelde opdrachten uit te voeren, dient de maritieme veiligheidsonderneming de volgende voorwaarden te vervullen :

1° de maritieme veiligheidsonderneming mag geen opdracht inzake maritieme veiligheid in onderaanneming aanvaarden of uitvoeren, behalve in de door de minister van Binnenlandse Zaken bepaalde gevallen;

2° de maritieme veiligheidsonderneming moet een rechtspersoon zijn die is opgericht volgens de bepalingen van een lidstaat van de Europese Unie en die zijn exploitatiezetel heeft in een lidstaat van de Europese Unie;

3° de maritieme veiligheidsonderneming moet :

a) ofwel gedurende ten minste twee jaar, op gewapende wijze, wettig activiteiten hebben uitgeoefend inzake bewaking, bescherming en veiligheid van schepen met het oog op het bestrijden van piraterij zonder dat er zware inbreuken op de wetgeving of regelgeving werden vastgesteld bij de uitoefening van deze activiteiten;

b) ofwel, ertoe vergund zijn bewakingsactiviteiten uit te oefenen overeenkomstig de bepalingen van deze wet en sedert meer dan drie jaar, op gewapende wijze, deze activiteiten met vergunning hebben uitgeoefend, zonder dat er bij de uitoefening van deze activiteiten inbreuken op de wetgeving of regelgeving werden vastgesteld en, bovendien, voor de uitoefening van de activiteiten van bewaking, bescherming en veiligheid van schepen met het oog op het bestrijden van piraterij, een operationeel samenwerkingsprotocol hebben afgesloten met een maritieme veiligheidsonderneming die beantwoordt aan de voorwaarden voorzien bij het ten a);

4° de maritieme veiligheidsonderneming moet aantonen dat de wapens waarmee haar agenten ter plaatse zullen worden uitgerust, bij de uitoefening van de activiteiten van bewaking en bescherming aan boord van schepen om te strijden tegen piraterij, in de betrokken havens worden bewaard en aan boord worden gebracht, conform de geldende wetgeving en dat zij de voorschriften naleeft van het besluit bedoeld bij artikel 13.22, derde lid;

5° de maritieme veiligheidsonderneming moet aantonen dat de personeelsleden die in dienst zullen worden genomen voor de uitoefening van deze activiteit :

a) gedurende ten minste twee jaar op wettige wijze gewapende activiteiten hebben uitgeoefend inzake bewaking en bescherming aan boord van schepen en nog steeds toegelaten zijn om dat te doen volgens de wetgeving die op hen van toepassing is;

b) beantwoorden aan de vereisten van Afdeling A-VI/1, paragraaf 1, (Opleiding vertrouwdschap inzake veiligheid) van de Code inzake opleiding, diplomering en wachtdienst voor zeevarenden (STCW-code);

c) ont suivi une formation selon les modalités fixées par arrêté royal;

d) satisfont aux conditions fixées par le Roi en matière de test psychotechnique, telles que visées à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5^o.

§ 2. La décision d'autorisation ou de refus d'autorisation visée à l'article 13.18 est prise par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur la proposition du ministre de l'Intérieur dans un délai de maximum deux mois après qu'il ait été constaté que le dossier de demande était complet.

L'arrêté précise la durée de l'autorisation qui ne peut dépasser deux ans. ».

Art. 15. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.21, rédigé comme suit :

« Art. 13.21. Le Roi peut déterminer le nombre minimum de personnes composant une équipe qui surveille un navire. Chaque équipe est dirigée par un membre du personnel dirigeant opérationnel répondant aux conditions fixées par le Roi. ».

Art. 16. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.22, rédigé comme suit :

« Art. 13.22. Les agents de l'entreprise de sécurité maritime portent une tenue de travail et une tenue de protection selon les modalités fixées par le Roi.

La surveillance et la protection à bord de navires se font toujours de manière armée. À cette fin, les agents sont équipés, conformément aux modalités à déterminer par le Roi, d'armes à feu d'un calibre maximal.50. Par dérogation à l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juin 2006 réglant les activités économiques et individuelles avec des armes, celles-ci peuvent être des armes à feu automatiques.

Le Roi peut fixer les modalités relatives au chargement, au stockage et à la remise des armes. ».

Art. 17. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.23, rédigé comme suit :

« Art. 13.23. Le responsable opérationnel de l'équipe de sécurité maritime exécute, pour l'exercice de la mission de surveillance, les directives et les ordres qu'il a reçus du capitaine du navire.

Il informe le capitaine sans délai de toute irrégularité et de toute circonstance suspecte que les agents ont constatée. Excepté en cas d'extrême urgence, les agents ne posent aucun acte tant que le capitaine n'en a pas donné l'autorisation au responsable opérationnel de l'équipe de sécurité maritime.

S'il est fait appel, en vertu de l'article 3 de la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime, à une entreprise de sécurité maritime à bord du navire et qu'au cours du voyage, une intervention supplémentaire de militaires en guise de protection contre la piraterie est fournie avec l'accord du capitaine par un bâtiment de guerre belge ou par un navire appartenant à un État membre de l'Union européenne ou faisant partie d'une opération de l'OTAN, qui opère dans la région concernée dans le cadre de la prévention de la piraterie et de la lutte contre celle-ci, le dirigeant opérationnel de l'entreprise de sécurité maritime à bord du navire se conformera aux instructions opérationnelles des militaires concernés en vue de la coordination et la sécurité de l'intervention. ».

Art. 18. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.24, rédigé comme suit :

« Art. 13.24. L'activité de surveillance et protection à bord de navires pour lutter contre la piraterie est exercée conformément aux dispositions de la présente loi qui sont applicables aux entreprises de sécurité maritime et en application des méthodes et procédures déterminées par le Roi. ».

c) een opleiding hebben gevolgd overeenkomstig de bij koninklijk besluit bepaalde nadere regels;

d) voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake psycho-technisch onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5^o.

§ 2. De beslissing tot vergunning of weigering van vergunning bedoeld bij artikel 13.18 wordt genomen bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voordracht van de minister van Binnenlandse Zaken, binnen een termijn van maximum twee maanden nadat de volledigheid van het aanvraagdossier is vastgesteld.

Het besluit precificeert de duur van de vergunning die twee jaar niet overschrijden mag. ».

Art. 15. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.21 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.21. De Koning kan het minimum aantal personen van een ploeg die een schip bewaakt bepalen. Elke ploeg staat onder de leiding van een operationeel leidinggevend personeelslid, dat beantwoordt aan de door de Koning bepaalde voorwaarden. ».

Art. 16. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.22 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.22. De agenten van de maritieme veiligheidsonderneming dragen werkkledij en beschermingskledij waarvan de nadere regels door de Koning worden bepaald.

Het toezicht en de bescherming aan boord van schepen gebeuren altijd op een gewapende wijze. Hiertoe worden de agenten, volgens de door de Koning te bepalen nadere regels, uitgerust met vuurwapens van maximum kaliber.50. In afwijking van artikel 8, eerste lid, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, kunnen dit automatische vuurwapens zijn.

De Koning kan de nadere regels bepalen betreffende de lading, de opslag en het overhandigen van de wapens. ».

Art. 17. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.23 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.23. De operationele verantwoordelijke van de maritieme bewakingsploeg voert voor de uitoefening van de bewakingsopdracht de richtlijnen en de bevelen uit, die hij gekregen heeft van de kapitein van het schip.

Hij informeert de kapitein onverwijld van elke onregelmatigheid en iedere verdachte omstandigheid die de agenten hebben vastgesteld. Behoudens in geval van uiterste hoogdringendheid stellen de agenten geen handelingen totdat de kapitein hiervoor de toestemming verleende aan de operationele verantwoordelijke van de maritieme bewakingsploeg.

Indien er, op grond van artikel 3 van de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij, een beroep wordt gedaan op een maritieme veiligheidsonderneming aan boord van het schip en tijdens de reis, met het akkoord van de kapitein, een bijkomende tussenkomst van militairen ter bescherming tegen piraterij wordt geboden door een Belgisch oorlogsschip of een schip toebehorend aan een lidstaat van de Europese Unie of deel uit makend van een operatie van de NAVO, die in het kader van de preventie en bestrijding van piraterij in het betrokken gebied opereert, dan richt de operationeel leidinggevende van de maritieme veiligheidsonderneming aan boord van het schip zich naar de operationele instructies van de betrokken militairen ter coördinatie en veiligheid van de tussenkomsten. ».

Art. 18. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.24 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.24. De activiteit van bewaking en bescherming aan boord van schepen om te strijden tegen piraterij wordt uitgevoerd in overeenstemming met de bepalingen van deze wet die op maritieme veiligheidsondernemingen van toepassing zijn en met toepassing van de door de Koning bepaalde methodes en procedures. ».

Art. 19. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.25, rédigé comme suit :

« Art. 13.25. Les agents peuvent retenir toute personne qui, sans avoir l'autorisation du capitaine, se trouve à bord du navire surveillé, à condition d'informer sans délai le capitaine du navire quant aux faits et de retenir cette personne dans l'attente de la décision du capitaine à son égard. ».

Art. 20. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.26, rédigé comme suit :

« Art. 13.26. Lors d'une rétention, les agents procèdent à un contrôle de sécurité qui consiste en une palpation des vêtements de la personne afin de détecter la présence d'armes ou d'objets dangereux susceptibles de mettre en péril la sécurité des personnes à bord ou d'occasionner des dégâts au navire.

Les agents remettent immédiatement au capitaine les biens trouvés lors du contrôle de sécurité. ».

Art. 21. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.27, rédigé comme suit :

« Art. 13.27. Au moment de la rétention, l'utilisation de menottes, dont le type et le modèle sont déterminés par le Roi, est autorisée. L'utilisation de menottes doit rester limitée aux cas de nécessité absolue, lorsqu'aucune autre méthode moins radicale ne permet de procéder à la rétention. ».

Art. 22. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.28, rédigé comme suit :

« Art. 13.28. Les agents surveillent toute personne que le capitaine a décidé de retenir, dans le cadre de ses compétences en matière de lutte contre la piraterie. ».

Art. 23. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.29, rédigé comme suit :

« Art. 13.29. Pour chaque mission, le responsable opérationnel note dans un journal de bord les données et les faits déterminés par le Roi. ».

Art. 24. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.30, rédigé comme suit :

« Art. 13.30. Le responsable opérationnel dresse, pour chaque mission, un rapport. Le Roi fixe le contenu du rapport et le moment auquel celui-ci doit être dressé au plus tard. ».

Art. 25. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.31, rédigé comme suit :

« Art. 13.31. Au cas où les agents ont utilisé des armes à feu ou ont trouvé des personnes soupçonnées de participer à des faits de piraterie, ou si le navire a été attaqué par des pirates, le responsable opérationnel signale sans délai l'incident aux autorités désignées par le Roi et selon les modalités qu'il détermine. ».

Art. 26. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.32, rédigé comme suit :

« Art. 13.32. L'entreprise de sécurité maritime conserve tous les documents visés dans le présent chapitre et les images enregistrées à l'adresse de l'entreprise, telle que mentionnée dans l'arrêté royal d'autorisation, pendant une période de cinq ans à compter de la date de cessation de la mission de surveillance. Les documents sont tenus, pendant ce délai de conservation, à la disposition des services publics de contrôle et des autorités judiciaires. ».

Art. 27. Dans le même chapitre III^{ter}, il est inséré un article 13.33, rédigé comme suit :

« Art. 13.33. Sans préjudice de l'application des dispositions pénales, en cas de non-respect des obligations visées dans les articles 13.18 à 13.32 ou des dispositions des arrêtés d'exécution visés par ces articles :

1° un avertissement est adressé au contrevenant le mettant en demeure de mettre fin au fait imputé;

Art. 19. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.25 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.25. De agenten kunnen elke persoon die, zonder de toelating te hebben van de kapitein, zich aan boord van het bewaakte schip bevindt, vatten, op voorwaarde dat ze de kapitein van het schip onverwijld van de feiten inlichten en deze persoon vasthouden in afwachting van de beslissing van de kapitein over wat er met deze persoon dient te gebeuren. ».

Art. 20. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.26 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.26. Bij een vating gaan de agenten over tot een veiligheidscontrole die bestaat uit een betasting van de kleding van de persoon, teneinde wapens of gevaarlijke voorwerpen die de veiligheid van de opvarenden in het gedrang zouden kunnen brengen of schade aan het schip zouden kunnen veroorzaken, op te sporen.

De agenten maken de bij de veiligheidscontrole aangetroffen goederen onmiddellijk over aan de kapitein. ».

Art. 21. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.27 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.27. Bij de vating is het gebruik van handboeien, waarvan het type en het model door de Koning worden bepaald, toegelaten. Het gebruik van handboeien dient beperkt te blijven tot de gevallen van volstrekte noodzakelijkheid, waarbij geen andere, minder ingrijpende, methode de vating mogelijk maakt. ».

Art. 22. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.28 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.28. De agenten bewaken elke persoon van wie de kapitein, in het kader van zijn bevoegdheden inzake het bestrijden van piraterij, besloten heeft hem aan te houden. ».

Art. 23. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.29 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.29. De operationeel verantwoordelijke noteert bij elke opdracht in een logboek de door de Koning bepaalde gegevens en feiten. ».

Art. 24. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.30 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.30. De operationeel verantwoordelijke maakt van elke opdracht een verslag op. De Koning bepaalt de inhoud van het verslag en het tijdstip waarop het uiterlijk dient te worden aangemaakt. ».

Art. 25. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.31 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.31. In geval de agenten gebruik hebben gemaakt van vuurwapens of personen hebben aangetroffen, verdacht van deelname aan feiten van piraterij, of indien het schip werd aangevallen door piraten, verricht de operationele verantwoordelijke onverwijld een incidentmelding aan de door de Koning aangewezen overheden en op de door Hem bepaalde wijze. ».

Art. 26. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter} wordt een artikel 13.32 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.32. De maritieme veiligheidsonderneming bewaart alle documenten bedoeld in dit hoofdstuk en de opgenomen beelden op het adres van de onderneming, zoals vermeld in het koninklijk besluit tot vergunning, gedurende een periode van vijf jaar vanaf de datum van beëindiging van de bewakingsopdracht. De documenten worden gedurende deze bewaringstermijn ter beschikking gehouden van de controlerende overheidsdiensten en de gerechtelijke overheid. ».

Art. 27. In hetzelfde hoofdstuk III^{ter}, wordt een artikel 13.33 ingevoegd, luidende :

« Art. 13.33. Onverminderd de toepassing van de strafbepalingen wordt in geval van niet-naleving van de verplichtingen bedoeld bij de artikelen 13.18 tot 13.32 of diens uitvoeringsbesluiten :

1° een verwittiging gericht tot de overtreder met aanmaning en einde te stellen aan het feit dat wordt ten laste gelegd;

2° une amende administrative allant de 12.500 à 25.000 euros est infligée par le ministre de l'Intérieur; l'amende administrative peut être doublée si l'infraction est constatée dans les trois ans qui suivent une décision d'infliger une amende administrative ou si l'infraction a persisté malgré l'avertissement visé au 1°;

3° l'autorisation visée dans le présent chapitre peut être retirée ou suspendue par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 17, alinéa 1^{er}, 2°, et en tenant compte des dispositions visées à l'article 17, alinéas 2 et 3.

Lorsqu'une amende administrative est imposée conformément à l'alinéa 1^{er}, 2°, la procédure et la possibilité de recours, visées à l'article 19, sont d'application. ».

Section 2. — Modification de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime

Art. 28. L'article 5 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, modifié par les lois du 21 octobre 1997 et 3 mai 1999, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour protéger le navire contre la piraterie tel que définie dans la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie en mer, le capitaine peut faire appel à l'équipe d'agents de l'entreprise de sécurité maritime autorisée à laquelle le propriétaire ou l'exploitant inscrit fait appel conformément à la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime, qui a été embarquée à cet effet. ».

Section 3. — Modification de la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie en mer

Art. 29. Dans la loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime, il est inséré un article 5/1, rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Sans préjudice des pouvoirs des commandants visés à l'article 5, § 1^{er}, et des officiers de police judiciaire :

1° les capitaines de navires habilités à battre pavillon belge et qui sont directement impliqués dans des actes de piraterie, consignent les délits de piraterie commis à bord du navire dans des procès-verbaux, qui ont force probante jusqu'à preuve du contraire; si le capitaine n'a pas la nationalité belge, le procès-verbal peut être rédigé en anglais;

2° les capitaines de navires habilités à battre pavillon belge qui sont directement impliqués dans des actes de piraterie peuvent saisir tous les éléments à bord du navire pouvant servir de preuve de piraterie. ».

CHAPITRE 4. — Disposition transitoire et entrée en vigueur

Art. 30. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2014. Après évaluation, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer une fin de vigueur ultérieure à celle visée dans la première phrase.

Si l'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas confirmé par une loi dans un délai de six mois à dater de son entrée en vigueur, la présente loi et l'arrêté royal susmentionné sont abrogés.

Art. 31. Dès la date d'entrée en vigueur de la présente loi et jusqu'à la date d'entrée en vigueur des arrêtés prévus dans le chapitre III^{ter} de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres peut exceptionnellement autoriser, à la demande expresse d'un propriétaire ou d'un exploitant inscrit, de recourir, pour un voyage ou plusieurs voyages ou pour une période limitée, à une entreprise de sécurité maritime qui répond aux conditions prévues à l'article 13.18, alinéa 4 et à l'article 13.20, § 1^{er}, 1° à 3°, a), 4°, 5°, a) et b) de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et à l'article 3, 1°, et l'article 6, 2° à 9°, de la présente loi.

2° een administratieve geldboete door de minister van Binnenlandse Zaken opgelegd, gaande van 12.500 tot 25.000 euro; de administratieve geldboete kan worden verdubbeld indien de inbreuk vastgesteld wordt binnen de drie jaar volgend op een beslissing een administratieve geldboete op te leggen of indien de inbreuk bleef voortduren ondanks de verwittiging bedoeld bij 1°;

3° de vergunning bedoeld in dit hoofdstuk kan worden ingetrokken of geschorst bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in de gevallen en volgens de nadere regels bedoeld in artikel 17, eerste lid, 2°, en met inachtneming van de bepalingen bedoeld in artikel 17, tweede en derde lid.

Bij het opleggen van een administratieve geldboete overeenkomstig het eerste lid, 2°, zijn de procedure en de beroepsmogelijkheid, bedoeld in artikel 19, van toepassing. ».

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij

Art. 28. Artikel 5 van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij, gewijzigd bij de wetten van 21 oktober 1997 en 3 mei 1999, wordt aangevuld met een lid luidende :

« Om het schip te beschermen tegen piraterij zoals omschreven in de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee, kan de kapitein een beroep doen op de ploeg van agenten van de vergunde maritieme veiligheidsonderneming waarop de geregistreerde eigenaar of exploitant beroep doet in overeenstemming met de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij, die daartoe werd aan boord genomen. ».

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen de piraterij op zee

Art. 29. In de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen de piraterij op zee wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 5/1. Onverminderd de bevoegdheden van de commandanten bedoeld in artikel 5, § 1, en van de officieren van gerechtelijke politie :

1° stellen de kapiteins van schepen die gemachtigd zijn de Belgische vlag te voeren en die rechtstreeks bij piraterij betrokken zijn, misdrijven van piraterij aan boord van het schip vast in processen-verbaal, die gelden tot bewijs van het tegendeel; indien de kapitein niet de Belgische nationaliteit heeft, kan het proces-verbaal in het Engels worden opgesteld;

2° kunnen de kapiteins van schepen die gemachtigd zijn de Belgische vlag te voeren en die rechtstreeks bij piraterij betrokken zijn alles aan boord van het schip wat kan dienen als bewijs van piraterij in beslag nemen. ».

HOOFDSTUK 4. — Overgangsbepaling en inwerkingtreding

Art. 30. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en treedt buiten werking op 31 december 2014. Na evaluatie kan de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad een datum van buitenwerkingtreding bepalen na die bepaald in de eerste zin.

Indien het in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit niet wordt bekrachtigd door een wet binnen een termijn van zes maanden vanaf zijn datum van inwerkingtreding, zijn deze wet en het bovenvermelde koninklijk besluit opgeheven.

Art. 31. Vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet en tot aan de datum van inwerkingtreding van de besluiten voorzien bij hoofdstuk III^{ter} van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, kan een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad uitzonderlijk, op het uitdrukkelijk verzoek van een geregistreerde eigenaar of exploitant, toestaan een beroep te doen, voor een of meerdere reizen, of voor een beperkte periode, op een maritieme veiligheidsonderneming die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij artikel 13.18, vierde lid, en artikel 13.20, § 1, 1° tot 3°, a), 4°, 5°, a) en b) van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en bij artikel 3, 1°, en artikel 6, 2° tot 9°, van deze wet.

L'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er} peut prévoir des conditions complémentaires relevant du champ d'application des arrêtés royaux prévus dans le chapitre III^{ter} de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Ministre de la Défense,
P. DE CREM

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Notes

Documents de la Chambre des représentants : 53-2509 -2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte corrigé par la commission.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 décembre 2012.

Documents du Sénat : 5-1906 -2012/2013 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 21 décembre 2012.

Voir aussi :

Documents de la Chambre des représentants : 53-2510 -2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte corrigé par la commission.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 19 et 20 décembre 2012.

Documents du Sénat : 5-1907 -2012/2013 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 21 décembre 2012.

Het in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit kan aanvullende voorwaarden bevatten binnen het toepassingsgebied van de koninklijke besluiten bepaald in hoofdstuk III^{ter} van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van de Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Landsverdediging,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota's

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 53-2509 -2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 19 en 20 december 2012.

Stukken van de Senaat : 5-1906 -2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 21 december 2012.

Zie ook :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 53-2510 -2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 19 en 20 december 2012.

Stukken van de Senaat : 5-1906 -2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 21 december 2012.